



# Communes mixtes d'Algérie

## Scènes de vie

Les Cahiers de la Mémoire n°1  
(Revu et augmenté en mars 2012)

---

Roger Benmebarek, préfet honoraire  
<http://www.rogerbk.com>

01/03/2012

---

© Reproduction soumise à l'autorisation de l'auteur : [memoireatm@aol.com](mailto:memoireatm@aol.com)

# **Les communes mixtes de l'Algérie, en première ligne de la colonisation française de 1875 à 1955**

**Itinéraire d'un administrateur  
Grandeurs et servitudes d'une fonction d'autorité en Algérie**

Roger Benmebarek, Préfet honoraire



*En hommage aux administrateurs de commune mixte, décédés et survivants.  
Isolés au plus profond du bled algérien, ils étaient également pour tous, la France,  
toute la France.*

**IN MEMORIAM**

**YVES BANCEL**  
**1915 - 1945**

**MAURICE DUPUY**  
**1908 - 1955**

**GERMAIN FAURE**  
**1913 - 1957**

**ANDRE L'HERMITTE**  
**1914 - 1957**

**JEAN REYNAUD**  
**1908 - 1955**

**RENE ROUSSEAU**  
**1895 - 1945**

**MORTS VICTIMES DU DEVOIR**

# 1. Une gestion humaine et proche

La politique d'administration du territoire de l'Algérie de 1830 à 1962, fut hésitante, explorant plusieurs voies entre les extrêmes : la gestion strictement militaire du territoire et la gestion civile, celle-ci tendant vers le mode d'administration métropolitain. On essayait de trouver le mode de gestion le plus adapté aux centres de population habités à la fois par des indigènes et par des européens, mais où ceux-ci n'étaient pas assez nombreux pour pouvoir constituer une commune de plein exercice.

C'est par un simple arrêté du 24 décembre 1875 que le Gouverneur général Chanzy introduisit l'appellation de « communes mixtes » ; un autre de 1876 précisa que les administrateurs des communes mixtes du territoire civil seraient recrutés parmi les fonctionnaires de l'administration civile ayant au moins deux ans d'ancienneté ou parmi des officiers. Connaître la langue arabe était la seule exigence. Le corps des administrateurs fit ses preuves durant près de 80 ans sur les 5/6e de la superficie du territoire civil de l'Algérie, avec des heures sombres et des heures brillantes.

Une politique à petits pas reconnut le statut des administrateurs de commune mixte. Devenus « administrateurs des services civils » d'Algérie en 1942, leur recrutement par l'École Nationale d'Administration fut prévu en 1945 et en 1948, ils furent intégrés au Ministère de l'Intérieur<sup>1</sup>.

Quelques-uns, après la Seconde guerre mondiale, sortirent de l'École Nationale de la France d'outre-mer (ENFOM). La dernière promotion intégra en 1959, la promotion Tocqueville de l'ENA. Certains administrateurs avaient auparavant intégré le corps préfectoral. Cette intégration se poursuivit après 1955, date de la suppression effective des communes mixtes. Ils firent de belles carrières.

Le corps des administrateurs était voué dès l'origine, à disparaître. En 1955, quelques 600 officiers les remplacèrent alors à la tête de SAS, sections administratives spécialisées.

Le texte et les photos ci-après illustrent la carrière d'un administrateur de commune mixte, de 1926 à 1956, mon père. Elle fut celle de bien d'autres. Moi-même, je me destinai à cette carrière du *bled* algérien, mais en 1959, l'Histoire en décida autrement alors que j'effectuais à l'ENA, ma scolarité d'élève-administrateur des Services Civils d'Algérie. Le fils d'administrateur qui voulait tant porter la même casquette que son père, s'est cependant toujours souvenu des communes mixtes de son enfance. Sous une autre coiffure emblématique, il a éprouvé l'enrichissante satisfaction que procure le service public exercé au plus près des administrés.

Sous des dehors plaisants que nul ne conteste et ne doit regretter, l'administrateur de commune mixte, avait la conviction d'être utile non seulement à la France, mais plus généralement, à l'humanité, imprégné de la certitude qu'il fallait faire entrer les hommes et femmes d'Algérie dans la modernité, tout en respectant la valeur de leurs traditions ancestrales.

---

<sup>1</sup> **Décret du 16 décembre 1948. Art. 1er** : Les administrateurs des services civils de l'Algérie sont chargés de l'inspection des services civils, de l'administration de circonscriptions territoriales ou du contrôle des collectivités et de certains organismes locaux de l'Algérie. Ils constituent un corps placé sous la haute autorité du Ministre de l'Intérieur qui les met à la disposition du Gouverneur général de l'Algérie. **Art. 2** : Les administrateurs des Services Civils de l'Algérie sont recrutés parmi les administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur issus de l'École Nationale d'Administration et sont placés en position de service détaché.

## 2. Des anciens



**Manuel BUGEJA**, né en 1861 à Bougie, nommé Administrateur-adjoint stagiaire de la commune mixte de Takitount, le 8 février 1883, en résidence au *bordj* situé sur le pic Takitount, à 2 km de Tizi N'Bechar, proche de la source d'eau minérale gazeuse du même nom. Il y vécut jusqu'en octobre de la même année puis revint au nouveau chef-lieu de Périgotville. Auteur de *Souvenirs d'un fonctionnaire colonial*, Les Editions Internationales, Tanger, 1939.



**Marcel GERBIE**, né en 1881, était lors du Cinquantenaire des communes mixtes en 1932, Administrateur à Cherchell, président de l'Amicale des Administrateurs et Administrateurs-adjoints de commune mixte.

Lors de la séance solennelle présidée par M. Jules Carde, Gouverneur général de l'Algérie, le 7 avril 1932, Marcel Gerbié rappela les grandes étapes de l'œuvre de colonisation entreprise avec les communes mixtes : la création des *douars*, l'état civil des indigènes, les infirmeries sur tout le territoire, les consultations médicales, les visites ophtalmologiques, les dispensaires, la lutte contre la variole et le typhus.

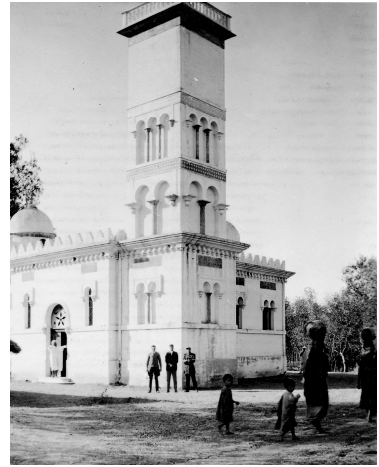


« **Assurer la coexistence, le mélange des européens et des indigènes en vue de préparer l'assimilation future de ceux-ci par les français. Mais se garder d'effacer dans le subconscient des indigènes, d'antiques principes dont l'origine se perd dans la nuit des temps** ». Il rappelait que les « **racés colonisés ne sont pas des races inférieures, mais bien des races différentes et attardées** ». On ne pouvait mieux définir la **Colonisation**.

Faire participer les peuples de la planète au Progrès, au bien-être et à la santé, était l'ambition de la IIIe République et tous les Français en étaient fiers. C'était le temps des idées simples et des cœurs généreux. Ainsi longtemps, l'Algérie vécut mieux que d'autres pays d'Asie et du Proche-Orient. Ce fut le défi relevé par les administrateurs de commune mixte en Algérie dans les domaines de l'agriculture, de la scolarisation, de la santé, de l'habitat.

**A noter.** Compléter cette page par le parcours de quelques autres anciens est possible dans l'édition mise en ligne. C'est ce que je propose aux survivants et aux héritiers des membres de ce corps, sachant qu'il n'y a pas de différence entre le cursus prestigieux vers les hauts postes de l'administration et le parcours prolongé dans les postes les plus reculés du bled ou poursuivi dans les préfectures d'Algérie. Simple rappel des principales affectations ou compte-rendu de faits marquants, tout envoi peut m'être fait par email : [memoireatm@aol.com](mailto:memoireatm@aol.com). Merci. RB.

### 3. Commune mixte de Taher Arrondissement de Bougie



Taher, Justice de Paix et Mosquée en 1928

#### Premier poste à 29 ans

Antoine Benmebarek, de famille catholique convertie par les Père Blanc d'Ighil Ali, engagé volontaire en 1915 et blessé deux fois, à Bois-le-Prêtre et à Verdun, était diplômé de l'École Nationale des Langues Orientales de Paris, breveté de berbère. Conseillé par le Maréchal Lyautey, il eut à choisir entre le contrôle civil du Maroc et les communes mixtes d'Algérie. Il opta pour sa terre natale.

En 1926, il est nommé Administrateur-adjoint stagiaire de la commune mixte de Taher.

Dans cette commune mixte, il croisera chez l'agha Abbas, son fils Ferhat, alors étudiant en pharmacie à Alger.





## 4. Commune mixte de Collo Arrondissement de Philippeville



11 ©Toute reproduction interdite sans l'autorisation de l'auteur.  
Roger Benmebarek

Antoine Benmebarek est Administrateur-adjoint de la commune mixte de Collo de 1928 à 1932. Outre l'Administrateur, le personnel se compose d'un Administrateur-adjoint, d'un secrétaire principal de commune mixte, d'un *khodja-interprète*, de secrétaires-dactylos, de commis, d'un architecte voyer, du médecin de colonisation et des cavaliers de la commune mixte. On les appelait aussi *moghazni*.

En 1929, l'Administrateur-adjoint Benmebarek est détaché durant 2 mois, à **Pasteur** (Arrondissement de Batna) pour y coordonner la lutte antiacridienne, l'invasion de sauterelles étant particulièrement importante cette année. C'est une calamité qui s'abat encore aujourd'hui sur le Nord de l'Algérie, ravageant toutes les récoltes. L'auteur de ces lignes a fait ses premiers pas dans un champ de criquets.



13 ©Toute reproduction interdite sans l'autorisation de l'auteur.  
Roger Benmebarek

L'automobile apparait,  
mais le moyen le plus courant et le plus sûr  
pour parcourir le *bled* est le mulet.



15 ©Toute reproduction interdite sans l'autorisation de l'auteur.  
Roger Benmebarek

## 5. Commune mixte de Khenchela (Aurès) Arrondissement de Batna



En 1932, Antoine Benmebarek est Administrateur-adjoint à Khenchela, dans les Aurès. La moyenne du séjour dans un poste est de 3 ans.

En 1934, le chef de la commune mixte de Khenchela est encore assisté de trois administrateurs-adjoints. Le personnel de la commune mixte est nombreux et chaque *douar* a son Caïd, Agha ou Bachagha. A Khenchela, le Bachagha Benchenouf était le plus influent d'entre eux. Le maire de la commune de plein exercice de Khenchela était aussi très important ; les relations avec la commune mixte étaient parfois difficiles.

Les tâches de bureau accaparent les administrateurs-adjoints, mais leur présence dans le *bled* est encore plus nécessaire. Chaque semaine donc, ils partent en de longues tournées, accompagnés du médecin de colonisation, de l'architecte voyer et des agents de la SIP (Société Indigène de Prévoyance)<sup>2</sup>, et outre la présence française, apportant une aide technique et financière aux *fellahs*, surveillant l'état de santé des populations, vérifiant l'entretien des pistes et la scolarisation des enfants, tâche rendue difficile par leur extrême dispersion. Tout administrateur avait son cheval. Il recevait une prime de monture. Le contact avec la population des *douars* était la raison d'être des communes mixtes, souvent très étendues.



Distribution de semences, recensement, conscription, détection des épidémies, règlement de conflits divers, bornage, partage des eaux, droits de pacage, toutes sortes de *chicayas*, faisaient l'objet de ces tournées harassantes. Mais il y avait aussi à lutter contre les incendies de forêt, les crues soudaines d'oueds fantasques ou contre toutes autres catastrophes naturelles, sur ces vastes territoires au climat très rude. La visite du *hakem* ou du *khelifa*, son adjoint, était appréciée et même très attendue.

L'administrateur n'exerçait plus depuis 1927, de pouvoir pénal au titre du Code de l'indigénat, souvent cité pour son caractère exorbitant. Celui-ci était de la compétence du Juge de paix qui tenait parfois des audiences foraines. Il faut se rendre compte que dans l'Algérie des années 30, le Code de l'indigénat n'avait d'autre raison que de simplifier les procédures dans ce pays en construction, et d'amener dans le *bled* le plus éloigné des institutions dans l'intérêt même des justiciables, la Justice et l'application équitable du droit. Sur un si vaste territoire, il ne pouvait y avoir de tribunaux et d'avocats partout.

<sup>2</sup> Les SIP ont été créées en avril 1893 comme organismes de crédit et de charité. Intégrées à l'ONIC en 1936, elles deviennent organismes d'achat, de stockage et de vente du blé. Elles deviendront SAP (Sociétés Agricoles de Prévoyance) après la Seconde guerre mondiale.



## 6. La convivialité des communes mixtes

La renommée conviviale des administrateurs d'Algérie s'est forgée du fait, que représentants de l'État, ils étaient appelés à recevoir beaucoup, notamment les inspections officielles et à leur présenter au mieux la commune mixte dont ils avaient la charge. Cette convivialité était liée à l'hospitalité traditionnelle des populations indigènes et à la nécessité de nouer avec celles-ci, dans ces occasions, des relations de confiance et de partage.

Les administrateurs y voyaient le moyen d'atteindre le cœur des populations. Ce n'était donc pas une vaine attitude, que certains ont souvent pris pour le reflet d'une vie facile. La participation des épouses permettait d'établir un contact avec les femmes sous-traites à la vue des hommes. L'épouse de l'administrateur jouait un rôle essentiel auprès de son mari. Sa vie pouvait être parfois rude.



L'auteur !



Le goum du Bachagha



Au pays chaoui de la Kahena<sup>3</sup>, la reine berbère (VIIe siècle).

Dans les Aurès, les paysages sont grandioses. Ici, Taberdga.

<sup>3</sup> **Kahena** (signifiant "prêtresse", "devineresse" en arabe), de son vrai nom Dihya ou Damya (en tifinagh : □□□□), est une reine guerrière berbère zénète des Aurès qui combattit les Omeyyades lors de l'expansion islamique en Afrique du Nord au VIIe siècle. Plusieurs femmes ont écrit des romans sur la Kahena au XXe siècle et plusieurs penseurs disent que c'est une des premières féministes bien avant le Moyen Âge et une des premières reines guerrières de l'Histoire. De nombreux auteurs la considèrent comme juive, d'autres comme chrétienne et Ibn Khaldoun lui attribue des pouvoirs surnaturels. Source : Wikipedia.

## 7. Commune mixte des Bibans, Bordj-Medjana Arrondissement de Sétif, 1935-1940

La commune mixte des Bibans, dont le siège était à Bordj-Medjana, à 11 km au Nord de Bordj-Bou-Argeridj, comprenait sur son territoire, les fameuses **Portes de fer**, longtemps obstacle à la progression de l'armée française vers l'Est. Le **Bachagha Moqrani** s'y révolta en 1870 et 1871. Son insurrection prit de l'ampleur, motivée par la tentative de l'administration de la colonie de mettre un frein à l'omnipotence de la féodalité algérienne traditionnelle. La famille Moqrani refusait la perte de pouvoir et la perte de revenus qui en découlait.



Les Bibans sont avant tout, pour moi, des souvenirs d'enfance heureuse dans le *bled*, notamment l'école mixte à classe unique, les jeux et la chasse aux moineaux avec les enfants de ce petit village sans électricité (des lampes à pétrole nous éclairaient), le premier vélo. On se faisait une fête d'aller à Bordj-Bou-Argeridj, une grande ville pour nous, à 11 km, ou mieux, pour quelques jours dans la très grande ville de Constantine ! Les vacances en France étaient un dépaysement total, un passage en bateau étant octroyé tous les 2 ans par l'administration et en 1938, ce fut sur *l'El Kantara*. C'est aussi le piétinement des raisins dans les cuves pour aider le colon voisin lors des vendanges, le souvenir d'une fontaine à l'eau toujours fraîche, dite la fontaine du Bachagha (Moqrani ?) et... le souvenir des piqûres de quinine contre le paludisme et des épidémies de typhus.



Les chemins n'étaient que des pistes que l'on parcourait à dos de mulet... une joie pour les enfants ! (ci-dessus, vers le *douar* El Maïn) ou vers Sidi Brahim, chez le Bachagha Chibane, un personnage à la barbe blanche impressionnante.

Septembre 1939... c'est le souvenir des attroupements inquiets devant l'affiche frappée de tricolore. La mobilisation générale annonce la guerre, le recrutement des jeunes hommes, la réquisition des mulets. Puis juin 1940, c'est la tristesse de l'armistice qui surprend tout le monde. Tous, européens comme indigènes, croyaient nos armées invincibles. Nous étions si loin de tout.

Pour l'administrateur-adjoint, c'était toujours la lutte contre les incendies de forêt ou les crues soudaines des oueds qui emportent tout, c'est la garde du long tunnel ferroviaire de 11 km d'El Achir sur un axe stratégique et tant d'autres tâches...

La visite du sous-préfet de Sétif en uniforme chamarré, avec bicorne et sabre au côté avait séduit l'enfant qui rêvait d'uniformes.

C'est aussi un intérim de 2 mois à **M'sila**, dans les monts du **Hodna**, oasis aux portes du désert. Le directeur de l'école était de la grande famille des **Boudiaf** ; pour plaire à mon père, il avait tenu malgré mon âge à me prendre dans sa classe, la classe supérieure. Quel désastre !

L'administrateur constitua des Unités Territoriales pour parer à d'improbables tentatives d'infiltration d'agents allemands ou italiens par le sud saharien ! De fait, il y en eut ; leur sens nous échappait.

## 8. Commune mixte de Takitount Administrateur-adjoint détaché à Kerrata, 1940-1941

*Aucune photo, par pénurie de films !*

Pour l'enfant, Kerrata, c'est encore l'école à classe unique et les piqûres antipaludiques que venait faire l'auxiliaire médical<sup>4</sup>. C'est le souvenir de l'importance de la famille Dussaix, de son Château, de la réplique en vraie grandeur de la grotte de Lourdes, les Père Blanc de Beni Smail, dans le cadre sauvage et imposant des **gorges du Chabet-el Akra** (le défilé de la mort). On envisageait déjà un grand barrage sur l'oued Agrioun.

C'est aussi l'étonnement de voir les enfants juifs du village exclus de l'école, le lever des couleurs dans la cour, l'hymne au Maréchal, la fête de Jeanne d'Arc, les anciens combattants acquis au vainqueur de Verdun, la petite troupe des Compagnons de France. Somme toute, un village comme les autres en France sous le régime de Vichy, mais sous une occupation dont ne vit jamais la botte.

Antoine Benmebarek est alors nommé Administrateur et détaché à la sous-préfecture de Philippeville.

## 9. Sous-préfecture de Philippeville Administrateur, 1941-1943

*Toujours aucune photo, par pénurie de films !*

La vie en ville est différente. L'enfant du *bled* doit s'habituer, apprendre à vivre différemment, en appartement... et découvrir les joies de la mer, apprendre à nager sur la plage de Rusicade, apprécier les charmes du port de pêche phénicien de Stora.

Après l'école communale et l'épisode de M'sila, le collège colonial est encore un dépaysement, mais la formation de M. Sarréo, efficace.

Pour les parents, les files d'attente s'alignent devant les magasins, les queues, carte d'alimentation à la main. L'Algérie peu industrialisée, connaît une pénurie d'objets courants, de vêtements... Son économie était tellement dépendante de la métropole.

Pour l'administrateur, c'est une lutte incessante contre le marché noir.

C'est aussi le naufrage du paquebot **Lamoricière** le 9 janvier 1942, au large des Baléares, ayant à son bord, le sous-préfet de Philippeville, **Paul Quilichini**, qui se conduisit de façon très courageuse, apprendra-t-on. L'administrateur fait alors office de sous-préfet.

**8 novembre 1942**, l'Algérie est rattrapée par la guerre. Les anglo-américains débarquent en Afrique du Nord. Presqu'aussitôt, Philippeville est sous les bombes italiennes. Le port reçoit de nombreux bateaux. Alertes, abris, bombes, maisons détruites, ambiance de guerre, des soldats partout. On apprend à mâcher le chewing-gum et on revoit du pain blanc.

---

<sup>4</sup> Son nom était **Hanouz**. J'apprendrai, bien des années plus tard, avec surprise et tristesse, que chef de la section PPA, organisateur des émeutes qui firent 8 morts le 9 mai 1945 à Kerrata, il aurait été immédiatement passé par les armes par la troupe arrivée au secours du village, en vertu de la stricte application de l'état de siège.

Pour l'administrateur, gouvernement, Gouverneur général, Préfets changent, le marché noir demeure et de nouvelles charges s'ajoutent aux difficultés du ravitaillement, comme le placement des prisonniers de guerre allemands et italiens, l'indemnisation des dommages de guerre.

Les collèges sont occupés par les armées alliées. Les élèves reçoivent une fois par semaine, du travail à faire à la maison et... un verre de lait en poudre, qu'ils buvaient, reconnaissants à l'Amérique libératrice.

## 10. Annexe de Touggourt (Territoires du Sud) 1943-1944

*Toujours pas de photos, par pénurie de films !*

Mars 1943 : l'Administrateur Antoine Benmebarek est muté à Touggourt, à 550 km au Sud. Touggourt, c'est le Sahara et ses paysages de légende, le sable, les dunes, les chameaux, les palmeraies, les dattes et aussi des inconvénients : chaleur intense l'été, plus de 45°, vent de sable, scorpions, eau magnésienne, si saumâtre. L'habitat est différent, fait pour préserver de la chaleur, relativement. La nuit, on dort sur les terrasses.

Le Territoire est commandé par un militaire (successivement colonels Nabal et Astier) équivalent du sous-préfet, les chefs de l'Annexe sont civils, administrateurs de commune mixte. L'uniforme est remplacé par le **saroual** noir et le **boubou** blanc, les chaussures par des **naïls**, la tenue saharienne.

Faute de collège ou de lycée ouvert dans le Nord, en 1943, les enfants restent à Touggourt ; on se débrouille pour vivre une scolarité normale : un Père Blanc enseigne le latin, une alsacienne l'allemand, le directeur d'école a la charge de l'enseignement général.

L'administrateur rencontre des populations différentes, d'autres mœurs, d'autres usages. La température, les saisons rythment la vie sociale. La piscine de la palmeraie est fréquentée. L'épopée des découvreurs du Sahara est encore présente à l'esprit en 1943. Elle fait rêver l'enfant que j'étais : René Caillé, Laperrine, le père Charles de Foucault, la prestigieuse allure des compagnies de méharistes. On est reçu à Tamelhat, par le représentant de l'importante Zaouïa des Tidjania et on ressent l'influence d'une grande famille de Biskra, celle du Cheikh el Arab Bouaziz Bengana.

La culture de la datte est omniprésente et l'exportation des **deglet nour** a de lointaines destinations. On ne parle pas encore du pétrole saharien, peut-être y pensait-on.

Chaque quartier de Touggourt est une ville dans la ville, le quartier des bijoutiers juifs convertis à l'Islam, le quartier des Ouled Naïls et des danseuses... Le marché est important. On y vend des sacs de sauterelles... comestibles comme la viande de chameau.

Les piqûres de scorpion peuvent être mortelles. Si on avait le temps de courir au dispensaire, les Sœurs Blanches appliquaient une pierre noire qui absorbait le venin. J'aimerais vérifier et connaître un jour la nature de cette pierre au pouvoir magique.



## 11. Commune mixte d'Aïn el Ksar, El Madher 1944-1945

Après Touggourt, retour dans le Nord, commune Mixte d'El Madher, près de Batna, au climat plus agréable. En vue d'entrer au grand Lycée d'Aumale de Constantine, c'est alors la séparation des parents, tempérée par la vie chez une grand-mère qui habitait dans un immeuble magnifiquement situé, sur le boulevard de l'Abime, jouxtant la Préfecture (*photo*). L'enfant du *bled* devient un citoyen.



### 8 mai 1945

Le 8 mai 1945 est un tournant pour le monde. C'est la victoire sur le nazisme et la fin d'une guerre qui fit des millions de morts. C'est un moment tragique pour l'Algérie, pour la région de Sétif en particulier, un tournant dans les relations entre les communautés et pour les administrateurs. Des troubles graves surviennent à Sétif et à Guelma, principalement dans la commune mixte de Takitount, à Périgotville, Kerrata et Chevreul.

L'Administrateur Antoine Benmebarek, qui fut adjoint en 1940 dans la commune mixte de Takitount, y est rappelé pour rétablir un climat de confiance, sur la suggestion faite par des membres de l'Assemblée des Délégations financières d'Alger, au Gouverneur général Yves Chataigneau et à son directeur de cabinet, le Préfet Paul Alduy.

Il succède ainsi aux Administrateurs Adrien Guinard et René Séguy-Villevalaix, qui furent dépêchés en urgence à Périgotville, dès l'annonce de l'enlèvement de René Rousseau et Yves Bancel, les Administrateurs de la commune mixte dont on ne connaissait pas le sort et dont on ne retrouvera les dépouilles que le 11 mai. Sur place dès le 9 mai, ils assurèrent la continuité de l'administration civile, accompagnant les détachements militaires du maintien de l'ordre, lesquelles agissaient au titre de l'état de siège, déclaré dès le 8. Signe d'une volonté de stricte légalité, l'enquête fut confiée à des officiers de Police Judiciaire, dont 20 commissaires étaient arrivés dès le 9, venant de toute l'Algérie.

L'Administrateur Benmebarek connaîtra à Périgotville des moments intenses entre d'une part, une population traumatisée par les meurtres sauvages commis sur le territoire de la commune mixte, vivant dans la peur d'une reprise des massacres et d'autre part une population indigène apeurée craignant le retour des forces de maintien de l'ordre. De fait celles-ci étaient peu nombreuses dès lors que l'armée était encore en Allemagne ; elles ne purent rester que peu de temps dans la commune mixte. L'objectif était la sécurisation des centres et la récupération des armes disséminées dans les *Babors*.

Aussi faut-il raison garder en énonçant le bilan des victimes de ces journées dramatiques, respecter la mort des innocents et ne pas manquer de flétrir la violence sauvage déchainée par quelques tueurs seulement. On sut vite qu'il s'agissait d'extrémistes agissant hors de toute consigne du parti nationaliste et de tout soulèvement populaire, pour le plus grand malheur des populations civiles plongées malgré elles dans la tourmente.

A la tête de la commune mixte de Takitount pendant plus de 2 ans, l'Administrateur Benmebarek suscita toutes les occasions possibles pour faire se retrouver ensemble les communautés ; il s'employa à renouer les fils du dialogue un moment interrompu. Des témoignages parvenus ces dernières années, indiquent que des « vieux » se souviendraient encore de cet administrateur de la paix.

*A noter.* Je poursuis aujourd'hui l'enquête ouverte à l'époque par mon père. J'en présente la première synthèse dans les [Cahiers de la Mémoire n°2](#), en ligne sur mon site.

## 12. Commune mixte de Takitount, Périgotville Arrondissement de Sétif



Vue générale de Périgotville (Cliché Roger Benmebarek)



© Le bordj de Périgotville en 1946



33 ©



32 ©

A LA MEMOIRE  
DE  
**ROUSSEAU RENÉ**  
ADMINISTRATEUR EN CHEF DE 2<sup>ME</sup> CLASSE  
NE LE 13 DECEMBRE 1895  
**BANCEL YVES**  
ADMINISTRATEUR DE 2<sup>ME</sup> CLASSE  
NE LE 3 JUILLET 1915  
MORTS VICTIMES DU DEVOIR  
LE 8 MAI 1945

31 ©

Plaque apposée sur la façade du *bordj* administratif de Périgotville. Ramenée par l'Armée en 1962.



34 ©

Les tragiques événements du 8 mai 1945 entraînent la mort de 102 européens. A Périgotville, des habitants sont massacrés par des militants nationalistes menés par des tueurs venus de Sétif. Sur la route, près des Amouchas, l'Administrateur, chef de la commune mixte, René Rousseau et son adjoint, Yves Bancel, sont attirés dans un guet-apens et tués. On ne retrouvera les corps que le 11 mai.

A partir de 15h, des armes sont volées au *bordj*, avec la complicité de ceux qui les gardaient et 12 européens de ce village périssent sous les coups des assassins : le receveur des Postes, Pierre Saubin, son fils Pierre, âgé de 11 ans, Henri Fabrer, Joseph Flandrin, Alexis Morel, Edmond Perret, Jean-Pierre Richaud, les militaires Boissonnet et Hartmann, Gilbert Eymenier, Claude Vétillard, Charles Carrier. Des



maisons sont pillées. Le médecin de colonisation, Mazucca, échappe de justesse aux émeutiers. Il organise la défense du *bordj* où la population se regroupe à l'arrivée d'un half-track de la Garde Mobile, envoyé de Sétif, vers 18h.

A Kerrata, 8 européens dont le juge de paix et son épouse sont tués le 9 mai. A Chevreul, les européens sont assiégés dans la gendarmerie jusqu'au 10. On compte 2 morts. Des gardes forestiers sont assassinés.

La responsabilité des désordres n'a jamais été établie (on a parlé d'extrémistes en collusion avec les nazis et le *muphti* de Jérusalem). Elle devra l'être, tant ces événements entravent l'avenir des relations franco-algériennes.

Le nombre des victimes indigènes du rétablissement de l'ordre fait débat. Je retiens pourtant comme sûr, 2 500, chiffre fourni en connaissance de cause par mon père, l'Administrateur Antoine Benmebarek.

Le récit des rescapés de ce drame hante encore ma mémoire. Des trublions irresponsables ont assassiné les premiers européens à Sétif et à Périgotville. La Justice est passée, mais quel était leur but ? Tous les témoignages seront les bienvenus.



47 ©



51 ©

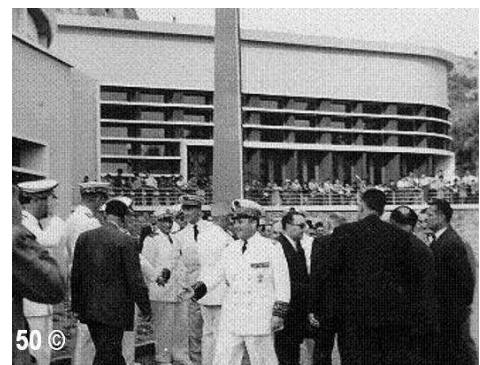
**HOMMAGE A RENE ROUSSEAU ET A YVES BANCEL, LE 23 NOVEMBRE 1945**  
**en présence du PREFET RENE PETITBON et du SOUS-PREFET PIERRE MALVY**  
 Le défilé à Périgotville du 7<sup>e</sup> RTA (Régiment de Tirailleurs Algériens), le régiment de Sétif



46 ©

Symbole de la paix revenue,  
 l'administrateur inaugure un nouveau marché en 1946,  
 à Périgotville.

En 1953, le Gouverneur général Roger Léonard, (ancien préfet de police de Paris) viendra inaugurer la nouvelle mairie de **Kerrata**, en présence des anciens administrateurs de la Commune Mixte. Le maire de Kerrata était Roger Fournier (au centre, lunettes noires).



50 ©

### 13. Commune mixte de Belezma - Corneille Arrondissement de Batna



Après Takitount, l'Administrateur Antoine Benmebarek devient chef de la commune mixte de Belezma, en résidence à Corneille, au Sud de Sétif, une zone de hauts plateaux et de céréales, aux étés secs, aux hivers rigoureux. On rejoignait Batna, la sous-préfecture, en passant par le col du Talmet, traversant une forêt de cèdres majestueux.



1947 est encore une année de pénurie et de misère dans le *bled*. Le ravitaillement et les distributions de vêtements occupent grandement l'administrateur et son adjoint, Dominique Schmitt. Celui-ci était de la première promotion d'administrateurs issus de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer.

**La jeep**, héritée du passage de l'armée américaine en Afrique du Nord, a remplacé le cheval et facilité la présence dans les *douars*, mais pas dans les *mechtas* les plus reculées, sans route. On doit regretter la disparition du cheval.



## 14. Présidence des Sociétés Agricoles de Prévoyance de Ménerville et de Bordj-Ménaïel Département d'Alger

A partir de 1947, le dernier poste de l'Administrateur Benmebarek, décédé en activité de service en 1956, est essentiellement à vocation économique. Il s'y consacre avec passion, tant il estime urgent de surmonter le déséquilibre rural grave de l'Algérie, aux conséquences politiques évidentes. En 1830, dans la confrontation entre deux mondes différents, la France avait fait le choix d'assurer par la colonisation, l'assainissement, la valorisation des terres et la promotion de leur peuplement ; elle devait honorer ses promesses.

L'aide à l'agriculture traditionnelle, archaïque, devait donc être amplifiée non seulement sur le plan du crédit - la raison d'être des SAP - et des méthodes culturales et de restauration des sols, mais aussi par la **promotion sociale du fellah**. Élément de base, celui-ci se trouvait placé au cœur du choc entre les deux Algérie, développée et sous-développée, entre deux civilisations inégalement situées sur l'échelle du progrès.

L'administrateur multiplia la création de **Secteurs d'Amélioration Rurale (SAR)**, qui prêtaient du matériel agricole aux petites exploitations, assuraient la transformation et l'écoulement des productions. Il construisit un moulin à huile d'olive et poussa à l'éducation des jeunes agriculteurs du secteur traditionnel. On s'inspirait beaucoup à l'époque des expériences de l'agriculture soviétique (Stations MTS).

Peu de temps après son arrivée à Ménerville (aujourd'hui Thénia), à l'Est de la Mitidja, on lui confie en outre la présidence de la SAP de Bordj-Ménaïel, à l'orée de la Grande Kabylie. Il s'initie à la culture du tabac et de la vigne, tant il est vrai que la mission des administrateurs des services civils, polyvalente, devait s'adapter aux nécessités économiques et sociales.

Plus que jamais, il faut convaincre et pour ce, les techniciens et moniteurs agricoles sont aux côtés des *fellahs* dans les exploitations. L'administrateur va en métropole, informer les grandes entreprises du machinisme agricole, comme à Vierzon ou Lyon, des normes spécifiques des sols algériens si fragiles ou pour proposer l'installation dans les zones rurales françaises en voie de désertification, d'agriculteurs initiés aux méthodes culturales, à l'opposé des migrations habituelles de main d'œuvre sans spécialité.

Proche d'Alger, il reçoit la visite de missions d'experts, attentives aux progrès de la rénovation rurale, dernières chances pour l'Algérie de surmonter ses handicaps agricoles et climatiques comme ses contradictions sociales. La proximité d'Alger (50 km), capitale administrative et ville universitaire, propice aux études des enfants et au contact avec les hauts responsables de l'administration et de l'agriculture algériennes, sont enfin une compensation bienvenue pour cette famille après tant d'années d'éloignement dans le *bled* constantinois et saharien.



## 15. Commune mixte de Géryville Territoire d'Aïn Sefra (Sud Oranais)

En 1951, Roger Benmebarek, étudiant à Alger, est invité à Géryville, dans le Sud Oranais, chez un autre fils d'administrateur. Autres paysages, autres mœurs, autre commune mixte, autre vie. L'Algérie est bien le pays des contrastes.

Les courses de Géryville mettaient en valeur la tradition cavalière des populations indigènes dans le Sud Oranais en 1951.



Le goum, mené par l'Administrateur Poudade



Scène de chasse



Fantasia traditionnelle



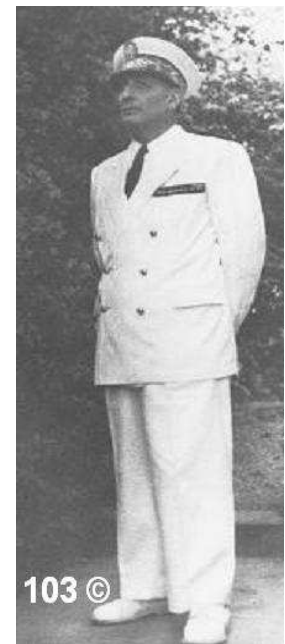
Paysage d'Ouled Sidi Cheikh



## 16. Les uniformes et coiffures des administrateurs de commune mixte

L'uniforme des administrateurs de commune mixte, devenus administrateurs des Services Civils d'Algérie, a varié au cours des temps, la coiffure passant du képi à la casquette. La casquette, portée à partir de 1950, est proche de la casquette préfectorale marque de l'intégration dans les cadres du Ministère de l'intérieur.

Le port quotidien de l'uniforme kaki était la règle. Il honorait les populations visitées. Source de respect et signe de reconnaissance, avec le képi ou la casquette, il était le symbole de la présence de l'État, dans ce pays - où l'on ne sort jamais tête nue - où la France devait être visible et prestigieuse, jusque dans les *douars* les plus éloignés. La présence de l'administrateur, ses propos, c'était la présence, la parole de la France.



## 17. Les « fils d'administrateurs »... !



Roger Benmebarek et Léo-Jacques Muselli

Les enfants des administrateurs, garçons et filles, étaient bien sûr, comme les autres enfants. Pourquoi avait-on l'habitude de les citer, non sans intention ? Il est vrai que leur vie n'était pas tout à fait comme celle des autres.

Localement courtisés parfois pour plaire aux parents et ce, à tort, ils devaient être séparés de leurs parents, voués à la pension dans un collège ou un lycée, dès la sortie de l'école primaire. Celle-ci, classe unique souvent, n'était pas la plus souhaitable des formations, mais saluons le rôle admirable des instituteurs du *bled* algérien. Les fréquents changements d'affectation du père impliquaient des changements d'établissement et le résultat des études s'en ressentait. J'ai dû fréquenter quatre lycées ou collèges.

Les fils d'administrateur avaient cependant la particularité de connaître et d'aimer le métier de leur père ; Ils se trouvaient naturellement poussés à suivre la même carrière. La lecture des états de personnels des communes mixtes, fait découvrir depuis la création du corps, 2 voire 3 générations d'administrateurs, dans la même famille, des dynasties, dont certains d'entre eux suivirent la carrière préfectorale.

Ces garçons et filles méritent un peu de ces pages.



## 18. L'après-guerre, tournant pour les communes mixtes

### ***La sous-administration de l'Algérie profonde, faute majeure des années 50.***

La sous-administration de l'Algérie rurale se manifestait par la diminution du nombre d'administrateurs-adjoints dans chaque commune mixte, tandis que le développement démographique s'accélérait considérablement. Elle était la conséquence de la guerre et de l'interruption du recrutement. Là où il aurait dû y avoir quatre adjoints, n'en subsistait qu'un, rarement deux.

78 communes mixtes pour 200 000 km<sup>2</sup> avec 228 administrateurs et adjoints pour 5 millions d'individus ! relevait le *Secrétariat social d'Alger* en 1958. L'implantation de 600 SAS en 1955, était bienvenue. Mais pourquoi avoir tant tardé et pourquoi a-t-il fallu écarter de cette salutaire réforme les administrateurs et éloigner des tâches de terrain, ceux qui en étaient les meilleurs connaisseurs ?

La présence de la France devint moins visible dans les *douars* et l'éloignement de l'administration, c'était aussi des visites moins fréquentes du médecin de colonisation ou de l'auxiliaire médical et des techniciens de l'agriculture.

Les *caïds*, agents de l'État au premier contact de la population, recrutés désormais sur concours, ne représentaient plus les traditions familiales de la tribu. Fonctionnaires mutables ad nutum étaient soumis à des pressions diverses. La coupure du *bled* eut des conséquences graves sur l'évolution morale et politique des populations.

A partir de 1945, on commença à ressentir dans les campagnes les effets indirects de la guerre et du passage des troupes anglo-américaines, de la pénurie et du marché noir. De mauvaises récoltes entraînèrent l'appauvrissement des *fellahs*, s'ajoutant à l'altération des valeurs traditionnelles de la Société rurale. Un état d'esprit nouveau s'instaurait : la solidarité des *fellahs* étant remplacée par l'individualisme, l'autoconsommation et l'autosuffisance des groupes par la recherche de profits et l'exploitation à outrance de sols pauvres, qui ne pouvaient produire guère plus ; un salariat qui asservit se substitue au partage capital-travail du *khammessat*<sup>5</sup>, l'endettement entraîne le transfert de la propriété aux usuriers et l'aliénation de la liberté du *fellah*. Il s'ensuit alors, du fait de la croissance démographique, une prolétarianisation de la population rurale qui vint s'entasser aux abords des villes.

Avec l'ouverture au monde et les radios apportant l'écho du droit des peuples à disposer d'eux-même cher à l'Amérique, il n'est pas étonnant que le souffle des mouvements de décolonisation n'ait pas épargné l'Algérie. L'influence des propagandes étrangères atteignit les populations locales et les porte-paroles du nationalisme eurent beau jeu de dénoncer l'injustice de l'Etat qui abandonnait les masses.

Le climat de confiance que les administrateurs devaient fortifier, a commencé à s'étioler à partir de 1945, malgré leurs efforts et leur foi en leur mission. Plus d'un fit rapport à l'administration algéroise de la dégradation de l'état d'esprit, dénonçant l'insuffisance des moyens humains, la dérive du statut caïdal et l'action d'agitateurs<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> Khammessat : système de métayage au cinquième.

<sup>6</sup> Archives René Rousseau et Antoine Benmebarek, Administrateurs de la commune mixte de Takitount, 1945-1946.

Les politiques actives dans le domaine de l'équipement, de l'hydraulique, de l'agriculture, de la santé et de la scolarisation de la jeunesse indigène - les familles commencent à envoyer les filles à l'école - se renforçaient pourtant, mais elles ne suffisaient pas à enrayer le déséquilibre entre les ressources et la démographie galopante, effet de la hausse de natalité et de la baisse de la mortalité. Le *Plan de Constantine* décidé par De Gaulle en 1958, surmontant plusieurs années de « cartiérisme » est venu avec 10 ans de retard. Il est vrai aussi que les effets de la scolarisation et la formation d'élites nouvelles aspirant à jouer un rôle dans la vie publique, auraient dû être mieux pris en considération par le pouvoir central. Les réformes institutionnelles, amorcées en 1943, sont restées sans suite. Le nouveau statut de l'Algérie de 1947 resta inappliqué.

A la même époque, la métropole devait se consacrer à l'immense tâche de sa reconstruction et le pouvoir exécutif était affaibli par les fréquentes crises ministérielles de la IV<sup>e</sup> République.

### ***Les communes mixtes, cible pour la presse communiste et nationaliste.***

Comme indiqué en introduction, les communes mixtes vouées dès l'origine à disparaître, firent leurs preuves durant près de 80 ans sur les 5/6<sup>e</sup> de la superficie du territoire civil de l'Algérie, mais l'institution eut tout au long de son existence, des contempteurs acharnés et heureusement, des défenseurs.

C'est à bon escient qu'en 2009, **Philippe de Mazières**<sup>7</sup> a mis en exergue la tâche originelle qui marquait les administrateurs de commune mixte et en a souligné les conséquences : « *le fait que la commune mixte fut créée comme une structure administrative transitoire eut comme conséquence naturelle que le corps des fonctionnaires placés à leur tête était dès l'origine un corps d'extinction voué à disparaître à tout moment. L'ambiguïté de cette situation explique pour une grande part les incertitudes, les contradictions, l'intérêt lointain parfois, du Pouvoir qui caractérisèrent jusqu'à leur disparition, leur recrutement, leur condition de fonctionnement, le mélange de pouvoirs exceptionnels et de fragilité face aux diverses composantes de la société.* » Compte tenu de l'autorité que représentait l'administrateur de commune mixte, de ses rapports hiérarchiques autant que de ses lourdes responsabilités personnelles à l'égard des populations, comment ne pas partager aussi la conclusion de Philippe de Mazières : « *En fait, c'est un homme seul.* »

Les administrateurs étaient les premiers conscients de la précarité de leur situation et ils furent les premières cibles de la presse d'opposition d'Algérie, attaques du corps en général et attaques personnalisées auxquelles peu d'administrateurs échappèrent. Toute mesure qui dérangeait des intérêts particuliers était aussitôt portée à la connaissance de *Liberté*, d'*Alger Républicain*, d'*Égalité* ou du *Courrier Algérien* qui déchaînaient des campagnes de contestation. Ce jeu dangereux était devenu l'arme de ceux qui n'osaient s'opposer ouvertement.

Groupés en « syndicat autonome des administrateurs des services civils de l'Algérie », ils tentèrent d'inciter l'administration centrale, incompréhensive parfois, à clarifier et consolider leur position au sein de l'administration algérienne et à augmenter leurs effectifs. Ils l'ont fait avec dignité, non sans cacher leur inquiétude

<sup>7</sup> Voir l'exposé de Philippe de Mazières, préfet, fils d'administrateur, « A l'interface de deux sociétés, les administrateurs de communes mixtes », publié par le CDHA (Centre de Documentation Historique sur l'Algérie) dans le dossier spécial « Les Communes Mixtes », de sa revue *Mémoire Vive* n°42. 2<sup>e</sup> trimestre 2009, 29 avenue de Tübingen, 13090 Aix-en-Provence. Tél : 04 42 52 32 89 - Email : cdhalgerie@9online.fr

morale face aux attaques subies : « Depuis 1942 le corps des administrateurs des services civils de l'Algérie, jadis reconnu comme le meilleur artisan du rayonnement de la civilisation française en Algérie a été frappé d'ostracisme. Les contempteurs de l'œuvre accomplie par la France dans ce pays en ont fait le bouc émissaire du "colonialisme" maudit. Chargé de toutes les iniquités, fonctionnaire réprouvé, l'administrateur a traversé une période où il lui a fallu une grande force de caractère pour résister à la calomnie et maintenir l'ordre qu'il a contribué à créer »<sup>8</sup>.

En 1955, il s'agissait bien de rapprocher l'administration des administrés - pour cela, le nombre des administrateurs dans les communes mixtes, au chef-lieu ou dans des postes détachés, aurait pu être doublé - mais c'est l'institution même des communes mixtes qui était en cause. Il fallait appliquer les dispositions de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, dont l'article 53 portait : « ...les communes mixtes sont supprimées ».

Dans ce statut, l'Assemblée Nationale n'avait fait que donner suite à un amendement des groupes communistes et socialistes tendant à la suppression des communes mixtes. C'était l'aboutissement d'une entreprise qui, dénonçant le caractère exorbitant de l'organisation communale algérienne voulait, dès le Front populaire de 1936, ouvrir la voie à des communes indigènes. On répondait « au vœu tant de fois réitéré depuis un quart de siècle par la presse indigène et les nationalistes musulmans de toute obédience : arracher, fut-ce par lambeaux, aux administrateurs de commune mixte, dont on s'acharnait à vilipender l'action et aux caïds qualifiés de "requins rouges", la gestion des intérêts indigènes pour la confier à des élus de la communauté musulmane. »<sup>9</sup>

Heureusement, le régime des communes mixtes ne manquait pas de défenseurs.

Le 6 mai 1946, **Yves Chataigneau**, Gouverneur général de l'Algérie, considère comme « agréable [un] hommage rendu au dévouement et à la compétence des Administrateurs des Services Civils d'Algérie et leur transmet l'expression de la satisfaction qu'il éprouve à voir que leurs mérites et les résultats de leur action avaient été hautement appréciés par les représentants d'un journal qui a le plus fort tirage de la presse parisienne ».

Le *Parisien libéré* du 24 avril 1946, sous la plume de Jean Forgue, avait tracé un portrait élogieux de l'administrateur d'Algérie : « ...Une certaine littérature, anglaise voire américaine, née principalement de l'œuvre de Rudyard Kipling a, en de multiples romans et films, célébré la haute tenue des représentants impériaux de la Grande-Bretagne..., le matin, parties de polo après la sieste ; affaires sérieuses, ventilateur et boissons glacées, le soir, smoking flirt et après le dernier whisky, tournées dans les bas quartiers. Et naturellement, en repoussoir, l'Administrateur colonial français, tel que se sont complus à le décrire des écrivains de chez nous : visage abruti par l'alcool, tunique débraillée et graisseuse.

Soudain tirés de nos méditations livresques par l'approche de l'inévitable couscous, nous devisageons nos interlocuteurs. Leurs femmes sont élégantes et jolies ; pour l'instant, elles sourient... mais dans deux mois, elles vivront éloignées de leurs enfants, par 50 degrés à l'ombre, se berçant du mirage du congé pour la Métropole où achèvent leur vie, des parents qu'elles n'ont pas embrassés depuis six ans. Courageuses, elles sourient. Mais qu'une Parisienne leur parait sympathique, elles chuchotent confuses : "Les scorpions, les maladies sans médecins, le cafard

<sup>8</sup> Lettre du Secrétaire Général du syndicat autonome des administrateurs des Services Civils d'Algérie au Gouverneur général de l'Algérie en date du 20 septembre 1952.

<sup>9</sup> Jacques Lambert, Manuel de législation algérienne, Librairie des Facultés, Alger, 1952.

*marital, la crainte du fanatisme indigène brusquement surgi". Leurs maris, intelligents, cultivés, énergiques, laissent percevoir, tandis qu'ils vous renseignent impeccablement, ou qu'enjoués, ils plaisantent, une parfaite conscience des graves responsabilités qu'ils assument et du sens humain qu'ils y attachent. Leur rôle est ingrat, à la fois "boucs émissaires" des inquiétudes "possédantes" et rendus responsables d'une famine contre laquelle ils luttent obstinément avec des moyens de fortune, ils accomplissent malgré les polémiques, leur tâche difficile avec rectitude, mais aussi ingéniosité... Sans doute, le spectacle est-il pitoyable... et tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes : trop de haillons, d'enfants ophtalmiques ou dont l'anatomie fait peine à voir, trop de bêtes squelettiques, trop de misère, d'intrigues d'inconsciente cruauté. Mais pourtant quel effort ! Un effort, et là est la singularité pour qui arrive de France, que les bureaux des villes ne cherchent pas systématiquement à freiner ».*

En 1947, **René Mayer**, alors député de Constantine, ancien ministre et futur Président du Conseil, tient à rappeler que « *si, au cours de l'hiver 1944-45, dans les communes mixtes et précisément dans certaines... qui s'étendent sur un très grand nombre de kilomètres carrés, il n'avait existé que des centres municipaux, sans une organisation centrale qui se chargeât de nourrir les habitants du bled, beaucoup de ces habitants seraient morts de faim.* »<sup>10</sup>

Et **Roger Léonard**, Gouverneur général d'avril 1951 à janvier 1955, d'affirmer : « *J'ai maintenu à la tête de la nouvelle organisation l'administrateur des services civils qui, à mon sens, demeure le seul arbitre possible entre des éléments de populations inégales, en même temps que le seul guide susceptible d'accélérer leur éducation civile... La quasi-totalité des ruraux et de leurs élus aussi bien européens que musulmans souhaite que tout au moins pendant le premier stade de l'évolution, l'autorité de l'administrateur, en qui les uns et les autres voient une garantie d'impartialité et de sécurité, ne soit pas affectée par la réforme à intervenir.* »

Après le remplacement des communes mixtes par les SAS, en 1955, on ne manqua pas de regretter de s'être privé de la compétence des administrateurs des communes mixtes. Le Général **Parlange**, lui-même instigateur du recours aux SAS, déclara : « *Nous ne voyons pas disparaître sans regrets ni craintes ces administrateurs qui ont su ici, malgré les critiques et les calomnies, faire de la France un grand pays. Le même idéal, la même formation, la même foi se retrouvaient dans le corps des Affaires indigènes comme dans celui des administrateurs.* »

Et c'est le Colonel **Schoen**<sup>11</sup>, grande figure des services des affaires musulmanes, le plus au fait à cette époque, des besoins du *bled* algérien qu'il avait parcouru en tout sens depuis 1945, dont le fils, chef de SAS, tomba à l'Alma, qui regretta la brutalité du remplacement des administrateurs, sans préparation des remplaçants, du moins des plus jeunes. Il écrivit le 8 mai 1959, alors qu'il n'avait plus de rapports avec la Délégation générale, une lettre, peu connue, à l'ancien directeur des Réformes, Lucien Paye : « *Non, écrit-il, la douleur ne me fait pas dérailler. Je ne dissocie pas mon fils des milliers d'autres victimes de cette guerre. Ce que je pense aujourd'hui, je le pensais déjà, je l'avais dit, écrit, et même en partie publié avant sa mort.*

*Mais la faute la plus grave, celle dont nous n'avons pas fini de porter le poids, ce fut la réforme communale. En quatre mois, 1 100 communes nouvelles furent créées ; beaucoup étaient invivables parce que trop petites ou inaccessibles. Les*

<sup>10</sup> JORF. Débats Parlementaires AN.1947 p 4681

<sup>11</sup> Faivre Maurice, Le colonel Paul Schoen : du SLNA au comité Parodi, in Guerres mondiales et conflits contemporains 2002/4, n° 208, p. 69-89.



*administrateurs de communes mixtes furent écartés au profit de fonctionnaires ignorant les réalités algériennes, des officiers SAS mis en place sans avoir été formés ».*

Les administrateurs des Services Civils ont regretté qu'un amalgame n'ait pas été tenté entre la compétence et l'expérience du terrain de leur corps et l'allant et le dévouement de leurs jeunes remplaçants militaires. L'essentiel était l'intérêt des populations

A cet égard, le FLN ne se trompait pas quand dans une étude du 10 mars 1958, consacrée aux SAS par la Wilaya d'Oran, il considérait celles-ci, « *dangereuses au regard de notre peuple, avec l'assistance médicale gratuite et l'action médico-sociale, car elles disposent d'un personnel qualifié de médecins auxiliaires et surtout d'assistantes sociales* »<sup>12</sup>.

Entre 1956 et le début de 1962, les SAS eurent 752 morts, dont 70 officiers, 33 sous-officiers, 42 attachés et 607 *moghazni*.

## 19. Les années ont passé...

... le manteau de l'oubli a recouvert cette page de l'Histoire de la France en Algérie, les communes mixtes. Mais est-ce si sûr ?

Ignorées des métropolitains, confondues par leur nom, avec une gestion communale classique, les communes mixtes n'ont jamais été perçues comme ce qu'elles étaient en fait : un niveau déterminant de la gestion territoriale d'une étendue grande comme plus de quatre fois la France. Les administrateurs, maîtres-jacques de la vie locale, concentraient à l'échelon de la commune mixte, les pouvoirs d'un préfet et de ses directeurs de Métropole. Parlant l'arabe dialectal, souvent excellents arabisants classiques et érudits, leur vocation, leur formation, leur expérience les plaçaient, comme relais essentiels de la Colonisation, avec un grand C, en direction de la population rurale d'Algérie qu'ils aimaient tant.

C'est bien auprès des administrateurs des services civils d'Algérie, dans les communes mixtes, que notre Ecole Nationale d'Administration a choisi durant près de quinze ans, d'envoyer ses élèves en début de scolarité, en stage de six mois. Chaque année, ses directeurs visitaient les communes mixtes pour s'assurer du bon apprentissage de l'administration de terrain ? N'est-ce pas dans des communes mixtes, que nombre de sous-préfets et préfets ont appris le contact humain, ont subi l'épreuve de dépaysement et forgé une manière d'être qu'on ne trouve dans aucun manuel. Nombre d'entre eux ont occupé des postes délicats dans les années de crise en Algérie. Et combien de hauts fonctionnaires de la République y ont-ils appris là-bas à être... la France ? Ils en ont sûrement gardé le meilleur souvenir.

Les administrateurs de commune mixte ont-ils été toujours compris ? Je crains que non. L'administration algéroise, lointaine, n'a pas su les aider en renforçant l'effectif des administrateurs-adjoints quand il le fallait, les défendre contre la prétention des politiques à les supplanter - certains avec outrecuidance - comme elle aurait du, les défendre contre les campagnes de presse qui en faisaient l'institution à abattre, dès lors que le statut de 1947 avait annoncé leur suppression. Cette presse,

<sup>12</sup> Archives Service Historique de la Défense : Les SAS, leur politique, leur rôle et leurs méthodes, Commandement général de la wilaya d'Oran (5) Service de renseignement et de liaison, 1958. 24 pages. SHD 1H1206/01

inconsciemment ou non, se fit complice des séparatistes qui voulaient réduire les liens trop étroits de la France avec le peuple du *bled*.

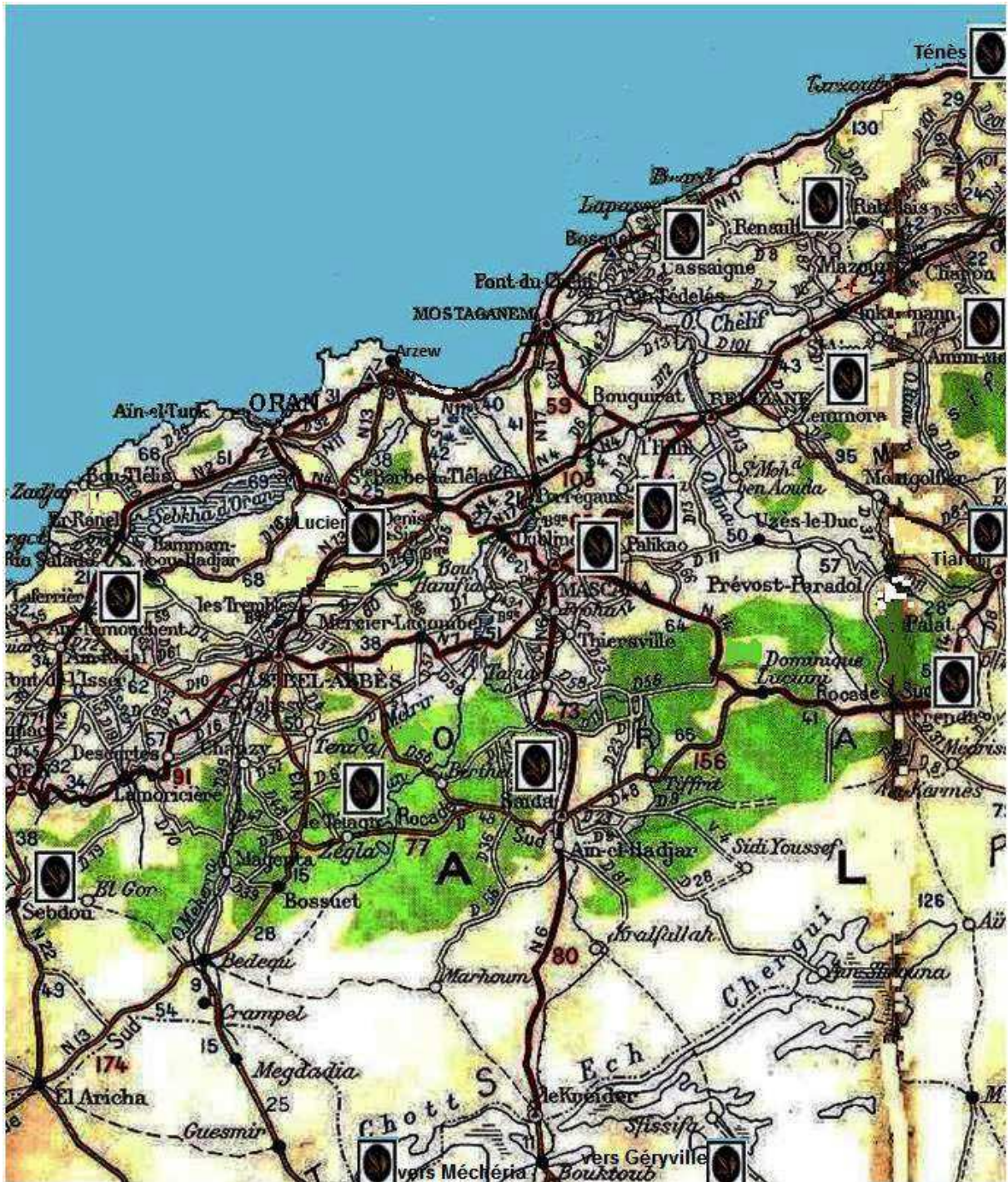
Le pays s'est déchiré, des hommes et des femmes sont morts, des administrateurs sont tombés victimes du devoir, l'Algérie a obtenu son indépendance et le rêve français d'un prolongement de la Métropole s'est effondré ; certes, le destin des communes mixtes était de disparaître tôt ou tard.

Mais le lien forgé entre les algériens du *bled* et leurs *Hakems* n'est-il pas aujourd'hui encore, un exemple à suivre par tous les pays du monde, pour rapprocher l'Etat du Citoyen et quand bien même celui-ci élit ses représentants ? Où que ce soit, on ne peut se dispenser de la présence de l'État sur le terrain. Pour celui-ci, il s'agit moins de réglementer ou de sévir que de comprendre et aimer le peuple des administrés les plus humbles, les *meskines* de tous les pays.

Les administrateurs de commune mixte constituaient cette indispensable courroie. Les préfets et sous-préfets en France, les *Walis* en Algérie aujourd'hui, remplissent la même fonction. Alors que tout se mondialise et que l'administration remplace le contact direct et l'écrit par la télétransmission, souhaitons que l'avenir préserve l'indispensable administration de terrain.

Les technologies du virtuel dominent désormais l'administration, mais n'oublions pas que la chaleur de la poignée de main de l'administrateur, là-bas c'était la France et ça, c'est toujours irremplaçable dans tout Etat, aujourd'hui et partout.





**Département d'ORAN**

D'après la carte Michelin au 2 millionième n° 151 de 1952





**Département d'ALGER**  
D'après la carte Michelin au 2 millionième n° 151 de 1952





**Département de CONSTANTINE**  
D'après la carte Michelin au 2 millionième n° 151 de 1952



***Ce récit se veut l'hommage d'un fils d'administrateur, qui a eu la chance de vivre avec son père, l'aventure des communes mixtes d'Algérie, l'administration la mieux adaptée aux difficiles conditions du bled algérien de l'époque, la plus proche de l'intérêt des populations, dans la connaissance et le respect de leurs traditions. Honneur soit rendu à ces pionniers de l'humain.***

***Hommage aussi à André Paul Lebert (1910-2012), administrateur, qui vient de disparaître à l'âge de 102 ans. Il a su depuis 1962, maintenir haut le souvenir de notre corps, à la présidence de l'Amicale des Anciens Administrateurs des services civils d'Algérie.***

***Roger Benmebarek  
Préfet de région honoraire  
Mars 2012***